

Réduire les inégalités sociales sans massifier l'université: un enjeu helvétique

Gaële Goastellec

Les inégalités d'accès aux diplômes d'enseignement supérieur demeurent un problème important des sociétés occidentales contemporaines. Alors qu'au cours des décennies suivant la Seconde Guerre mondiale, l'accessibilité des études a été envisagée comme associée au degré de démocratie atteint, en ce début de XXI^e siècle la comparaison des inégalités scolaires et du degré de démocratie témoigne de la relative disjonction entre les deux dimensions (Goastellec 2020). La Suisse ne fait pas exception. Classée parmi les démocraties les plus abouties via l'indice de démocratie (Kekic 2007), elle demeure parmi les pays d'Europe qui connaissent de fortes inégalités d'accès aux diplômes de l'enseignement supérieur (y compris en intégrant à l'analyse les hautes écoles spécialisées, créées au tournant des années 2000). Pour saisir cet enjeu et ses modes possibles de résolution, cet article documente, à partir de l'Enquête Sociale Européenne, les inégalités ainsi que leur évolution et propose des pistes pour penser leur réduction.

Des inégalités qui se recomposent davantage qu'elles ne se réduisent

En comparaison internationale, la Suisse se caractérise par des inégalités sociales d'accès aux diplômes universitaires plutôt élevées (Goastellec 2020). Dans la population helvétique, la probabilité de détenir un diplôme de l'enseignement supérieur est neuf fois plus importante pour les enfants de parents de profession libérale, scientifique et intellectuelle que pour les enfants d'ouvriers. Elle est également plus de vingt fois supérieure pour les enfants dont l'un des parents est diplômé de l'enseignement supérieur comparativement à ceux dont les parents n'ont pas dépassé le secondaire inférieur, ou encore cinq fois supérieure pour ceux dont les parents sont diplômés du supérieur comparativement à ceux qui ont terminé le gymnase. Les trajectoires scolaires des individus apparaissent fortement marquées par les caractéristiques sociales de leurs parents.

L'augmentation progressive de la proportion de diplômés au fil des générations (Goastellec 2020) – de 17 % environ pour ceux nés entre 1930 et 1949 à environ 31 % pour ceux nés entre 1965 et 1979 – n'a pas vraiment réduit ces inégalités. D'une part, l'effet du niveau d'éducation des parents demeure relativement stable (tableau 1) : la légère réduction des inégalités observée entre la génération (1) née entre 1930 et 1949 et celle (2) née entre 1950 et 1964

ne se confirme pas pour la génération suivante (3) née entre 1965 et 1979, qui connaît un effet du diplôme des parents assez semblable à celui de la première génération.

D'autre part, après une légère diminution entre les deux premières générations, l'avantage que confère la profession des parents a augmenté entre la génération née entre 1950 et 1964 et celle née entre 1965 et 1979, tant pour les enfants dont les parents exercent des professions libérales, scientifiques et intellectuelles que pour ceux dont les parents occupent des postes de direction ou de cadres (tableau 2).

Au-delà de la puissance des inégalités sociales, ces résultats indiquent qu'au fil des générations la profession des parents est devenue aussi sinon plus importante que leur niveau d'éducation. Le capital économique prend ainsi le pas sur le capital culturel dans les trajectoires scolaires. Plus qu'une réduction des inégalités sociales, la tendance est donc à une recomposition des inégalités sociales. Comment expliquer ces inégalités et leur transformation ?

Des déterminants macro-sociaux des inégalités

Différentes dimensions ont été identifiées comme explicatives des inégalités sociales, au rang desquelles le degré de massification (Arum et al. 2007) – soit la proportion d'un groupe d'âge accédant à l'enseignement supérieur – et la structure des systèmes scolaires (Felouzis et Charmillot 2013), qui apparaissent heuristiques ici : la massification demeure modérée en Suisse en comparaison internationale (Goastellec 2020) et la légère réduction des inégalités sociales observée entre les deux premières générations est concomitante avec ce processus modéré de massification des études. Ce processus paraît faciliter dans une première étape la réduction des inégalités. Mais une fois stabilisée la proportion d'une classe d'âge accédant à l'enseignement supérieur, les inégalités se recréent du fait de l'adaptation des stratégies scolaires des différents groupes sociaux, notamment par le jeu des filières (les élèves sont orientés dans différentes voies dès le secondaire obligatoire). Ce jeu est rendu possible par la structure des systèmes scolaires des différents cantons. La sélection y prend le plus souvent place vers l'âge de 11 ans, avec entre deux tiers et trois quarts des élèves empruntant les filières professionnelles. L'accès à l'enseignement supérieur est limité à la faible proportion d'élèves orientés vers le secondaire général. Ces orientations scolaires précoces sont

Influence du niveau d'éducation des parents sur l'accès aux diplômes du tertiaire (Odds ratio) ⁽¹⁾

Profession des parents	1930-1949	1950-1964	1965-1979	Ensemble
Moins du niveau secondaire inférieur	22,4	17,2	24,6	22,4
Niveau secondaire inférieur terminé	9,7 ⁽³⁾	10,3	9,9	10,7
Niveau secondaire supérieur et postsecondaire non tertiaire terminé	5	4,4	5,3	5
Niveau tertiaire terminé ⁽²⁾	Ref	Ref	Ref	Ref

(1) Calculs à partir des données des huit premières vagues de l'Enquête Sociale Européenne. Détail des analyses disponibles dans Goastellec 2020.

(2) Le niveau tertiaire correspond aux catégories développées par l'UNESCO qui regroupent les diplômes offerts par les établissements d'enseignement supérieur et tertiaire en excluant le postsecondaire vocationnel.

(3) Les individus dont les parents ont terminé l'école obligatoire ont 9,7 fois moins de probabilités d'accéder aux diplômes du tertiaire que ceux dont les parents sont eux-mêmes diplômés du tertiaire.

Influence de la profession des parents sur l'accès aux diplômes du tertiaire (Odds ratio) ⁽¹⁾

Profession des parents	1930-1949	1950-1964	1965-1979	Ensemble
Ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés	Ref	Ref	Ref	Ref
Métiers qualifiés de la ferme	1,6	1,5	1,7	1,6
Employés de bureau/vente et service	3,1	2,6	3,1	2,9
Professions libérales, intellectuelles, et scientifiques	8,4	7,7	11,0	9,4
Directeurs et cadres supérieurs	5	6	8,9	7

(1) Calculs à partir des données des huit premières vagues de l'Enquête Sociale Européenne. Détail des analyses disponibles dans Goastellec 2020.

largement influencées par l'origine sociale, avec des effets durables sur les trajectoires.

Ces dimensions n'épuisent pas la compréhension des mécanismes à l'œuvre dans la production des inégalités. La massification modérée de l'enseignement supérieur découle de l'organisation scolaire et politique de la Suisse. Largement souverains en matière d'enseignement primaire, secondaire et universitaire, les cantons disposent d'une grande marge d'autonomie pour décider de la structure du système scolaire et de la place allouée à la formation générale et universitaire. En revanche, ils partagent la responsabilité de l'organisation de la formation professionnelle – qui accueille la majorité des élèves – avec la Confédération, les associations professionnelles et les organisations patronales et syndicales. Sa place est ainsi complémentaire à celle de l'enseignement supérieur. Développé à la fin du XIX^e siècle pour soutenir le développement de l'industrie textile et les mutations technologiques de la seconde révolution industrielle, « [l]e système suisse de formation professionnelle est né d'un débat d'une part sur la nécessité de promouvoir les petites et moyennes entreprises, d'autre part sur les politiques sociales » (Gonon, 2014, p. 43).

De fait, c'est aussi d'une façon de faire société, dans la contractualisation des relations entre État et citoyen-ne-s, que découlent les inégalités. D'une part, la dépense publique rapportée au PIB apparaît relativement modeste (19,4 % en 2000; cf. <https://stats.oecd.org/>), témoignant de politiques sociales peu généreuses. D'autre part, les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont inférieures à la moyenne de l'OCDE (13 % des dépenses publiques à l'éducation, en pourcentage des dépenses totales; OFS 2007). Encore, la répartition des dépenses aux différents degrés d'éducation témoigne d'un investissement concentré sur le supérieur (trois fois plus qu'en primaire; OECD, 2004, graph. B.1.3) et donc de ce que les ressources investies vont d'abord aux élites, puisque les groupes sociaux les plus favorisés sont surreprésentés dans ces niveaux scolaires. Dans la même veine, les bourses d'études supérieures, financées par le canton d'origine de l'étudiant-e, varient en proportion (de 5 à 15 % des étudiant-e-s du postsecondaire, OFS 2015) et en montant selon les cantons, concourant, pour les élèves de familles économiquement modestes, à produire un espace des possibles scolaires variable selon l'origine géographique.

Tributaires des conceptions de la famille, de l'individu, de l'État et de leurs devoirs respectifs, les inégalités sociales de trajectoires scolaires apparaissent ainsi comme découlant d'un contrat social singulier – les Suissesses et les Suisses sont en Europe ceux imputant la responsabilité la plus faible à l'État dans les différents domaines des politiques sociales (ESS 2012) – qui s'incarne dans une

organisation structurelle et économique du monde scolaire.

Conclusion : réduire les inégalités sans massifier ?

La force des inégalités sociales associée à l'importance allouée à l'enseignement professionnel est constitutive d'un enjeu spécifiquement helvétique dans la résolution du problème démocratique que soulèvent les inégalités : Comment égaliser socialement les trajectoires scolaires sans massifier plus avant l'enseignement supérieur ?

Au niveau macro, plusieurs registres d'action pourraient y contribuer, différemment selon les secteurs du supérieur : la diffusion de l'information apparaît centrale pour abonder la désirabilité d'un projet d'études universitaires parmi les enfants de familles socialement modestes : souvent perçue comme une tour d'ivoire, l'université gagnerait à intégrer dans sa mise en scène publique les dimensions de la formation soutenant la professionnalisation des étudiant-e-s (stages, etc.). En parallèle, la valorisation accrue de la formation professionnelle initiale pour les enfants des classes sociales favorisées, qui ont tendance à s'en détourner, pourrait constituer un autre levier d'action. La diminution des inégalités de condition d'emploi et de revenu associées aux métiers sur lesquels débouchent ces formations respectives faciliterait de telles recompositions.

Flexibiliser les parcours scolaires et renforcer la connaissance des passerelles est également important : la maturité professionnelle permet d'accéder à l'enseignement supérieur professionnel, mais la proportion d'élèves qui en bénéficient demeure modérée et pourrait augmenter. De même, les raccords vers l'université (examen complémentaire (passerelle), examen préalable, accès sur dossier) apparaissent peu empruntés et davantage le fait de familles disposant d'un certain niveau de capital culturel comme économique (Goastellec 2022). Rendre la formation universitaire plus accessible tout au long de la vie et compatible avec l'exercice d'un emploi en parallèle, comme c'est le cas dans les pays sociodémocrates par exemple, constituerait également une ressource.

Enfin, l'harmonisation vers le haut du soutien financier disponible pour les étudiant-e-s désirant poursuivre ou reprendre des études rendrait celles-ci plus accessibles pour les étudiant-e-s de familles aux ressources limitées. Autant de pistes d'action pour penser le projet démocratique d'égalité sans transformer la place de l'université.

Zusammenfassung

Abbau von sozialen Ungleichheiten ohne Vermassung der Universität: eine helvetische Herausforderung

Ungleichheiten beim Zugang zu Hochschulabschlüssen sind nach wie vor ein wichtiges Problem der modernen westlichen Gesellschaften. In den Jahrzehnten nach dem Zweiten Weltkrieg wurde der Zugang zum Studium mit dem Grad an Demokratie in den jeweiligen Ländern in Verbindung gebracht; zu Beginn des 21. Jahrhunderts zeigt sich, dass der Vergleich von Bildungsungleichheit und Demokratiegrad voneinander getrennte Dimensionen sind (Goastellec 2020). Die Schweiz bildet hier keine Ausnahme. Obwohl sie im Demokratieindex (Kekic 2007) als eine der erfolgreichsten Demokratien eingestuft wird, gehört sie nach wie vor zu jenen Ländern in Europa, in denen starke Ungleichheiten herrschen. Um diese Herausforderung und mögliche Lösungsansätze zu erfassen, dokumentiert dieser Artikel die Ungleichheiten anhand des «European Social Survey» und schlägt Wege vor, wie diese verringert werden können, ohne den einzigartigen Platz der Universität in der Schweizer Gesellschaft zu verändern.

Vocational Education and Training Conference (sept. 8-9), University of Zurich and Potsdam, 43-48.

Kekic, Laza. 2007. The economist intelligence unit's index of democracy. *The World in 2007*, 11 p. retrieved from https://www.economist.com/media/pdf/democracy_index_2007_v3.pdf (30.9.2022).

OECD. 2004. *Education at a Glance*. Paris: OECD.

OFS. 2007. *Mosaïque de l'éducation en Suisse. Les indicateurs de la formation 2007*. Neuchâtel: OFS.

OFS. 2015. *Bourses et prêts d'études cantonaux 2014. Éducation et Science-15*. Neuchâtel: OFS.

Références

Arum, Richard, Adam Gamoran et Shavit Yossi. 2007. More inclusion than diversion: expansion, differentiation, and market structure in higher education. *Stratification in Higher Education. A comparative study*, éd. Yossi Shavit, Richard Arum et Adam Gamoran, 1-38. Stanford: Stanford University Press.

ESS European Social Survey. 2012. *Welfare attitudes in Europe: Topline results from round 4 of the European Social Survey*. ESS topline results series, Issue 2.

Felouzis, Georges et Samuel Charmillot. 2013. School tracking and educational inequality: a comparison of 12 education systems in Switzerland. *Comparative Education* 49(2): 181-205.

Goastellec, Gaële. 2020. *Production de l'Université, Production de la Société. Sociologie de l'accès à l'université depuis le Moyen-Âge. Habilitation à diriger les recherches*. Science-Po Paris.

Goastellec, Gaële. 2022. Aspirations et parcours «atypiques» d'accès à l'université: entre stratégies scolaires et événements biographiques. Texte présenté au Symposium du REF. Namur.

Gonon, Philipp. 2014. Path dependency. The concept of stability and change related to the development of the Swiss VET system. Conference Transcript, History of